

## Finances

## Nouveau directeur

Carlo Fassbinder devient le nouveau directeur de la fiscalité au ministère des Finances. Fassbinder, qui a occupé le poste de conseiller fiscal «d'une importante banque de la Place», comme le précise le communiqué du ministère, remplacera Pascale Toussing, qui a pris la direction de l'administration des contributions directes. La nomination de Fassbinder fait suite à un appel à candidatures internes et externes lancé par le ministère des Finances.

## Triple A

## S&amp;P confirme

L'agence de notation de Standard and Poor's (S&P) confirme la note AAA du Luxembourg et évoque des perspectives stables pour le pays. L'agence souligne notamment le caractère «florissant» de l'économie luxembourgeoise, explique un communiqué du ministère des Finances. Elle table sur une croissance moyenne du PIB de 3,4% pour la période 2017-2020 et s'attend à un renforcement de la consommation des ménages en raison de la mise en œuvre de la réforme fiscale en janvier 2017. S&P évoque toutefois le risque que peuvent représenter des règles fiscales plus strictes au plan international.

## ADR

## Schoos rempile

Les délégués de l'ADR ont reconduit Jean Schoos en tant que président du parti le dimanche 19 mars. Seul candidat à sa succession, Schoos a recueilli 91 voix sur 96.

Le parti réformiste s'est aussi servi de son congrès pour affirmer sa volonté de constituer la seule véritable alternative aux trois partis qui forment la coalition. L'ADR n'a pas encore présenté son programme électoral pour les communales d'octobre. Il attend d'abord la finalisation de ses listes de candidats.

## Economie



Photo: Fabrizio Pizzolante

Ce 20 mars, la Ville de Luxembourg et sa bourgmestre, Lydie Polfer, ont reçu la médaille d'or de la Renaissance française, association reconnue d'utilité publique et placée sous le haut patronage du président de la République française et de quatre ministres (Défense, Intérieur, Affaires étrangères et Education). En présence notamment de Bruno Thérêt (à g.), président d'honneur de l'association et de Denis Fadda président international de la Renaissance française. Une plaque commémorative a également été dévoilée en honneur de l'accueil exemplaire de la communauté française. Avec ses 19.581 membres, celle-ci est la première en nombre de la capitale parmi les 167 nationalités présentes en Ville.

## CHIFFRE

## FINANCEMENT PUBLIC DES PARTIS

	Dotation	Recettes globales	Part
CSV	878.644	1.237.566,83	71,00%
DP	443.160	676.730,01	65,49%
LSAP	409.810	874.084,04	46,88%
DEI GRENG	345.180	589.556,91	58,55%
ADR	218.565	282.295,65	77,42%
DEI LENK	171.530	340.996,27	50,30%
PIRATEPARTEI	136.570	-	-

Alors que la part de la dotation publique ne devrait pas excéder 75% des recettes globales, il s'avère que cette règle légale n'a pas été respectée par l'ADR.

## CITATION



«La loi n'est pas bonne, car elle rend le métier peu attrayant»

Patrick Arendt (SEW/OGBL) sur le stage imposé aux enseignants dans le fondamental



## CHIFFRE

## PROTECTION INTERNATIONALE

Le nombre de demandes de protection internationale enregistrées en janvier et février 2017 par la direction de l'immigration, dépasse celui de 2016. En janvier, 226 demandes ont été introduites à la direction de l'immigration et 235 dossiers ont été comptabilisés en février. Cela porte le total des demandes à 461. Plus qu'en 2016, lorsque la direction de l'immigration a comptabilisé 384 demandes à la même période et plus aussi qu'en 2015, lorsque le total des dossiers sur les deux premiers de l'année s'élevait à 177.

Au mois de février, la plupart des demandeurs viennent des pays des Balkans. 46 Serbes ont introduit un dossier, 30 Syriens et 17 ressortissants du Kosovo et de l'Algérie. En 2017, 17,4% des demandes émanent des ressortissants serbes et 17,1% de ressortissants syriens. Toujours en 2017, 114 personnes ont obtenu le statut de réfugiés. Il s'agit de demandes entrées à la direction de l'immigration entre 2012 et 2017. En 2016, 764 demandeurs ont obtenu le statut de réfugiés. Dans le cadre du règlement Dublin III, le gouvernement a transféré 34 personnes vers des Etats membres de l'Union européenne appliquant ce même règlement. Ce chiffre s'élève à 30 au mois de février. Dublin III stipule que le pays dans lequel a été formulée une demande d'asile est celui qui est chargé de son instruction et de la décision finale.

461

demandes de protection internationale en janvier et février 2017

## DIRECT

## SERVICE DE RENSEIGNEMENT

## Faute grave

Nos confrères du *Tageblatt* avaient révélé, le samedi 18 mars, que le Service de renseignement de l'Etat avait procédé à une écoute illégale. D'après le ministère d'Etat, il s'agit d'une erreur. Le dossier demandant la prolongation de l'écoute en question, n'a pas été finalisé par «inadvertance». L'erreur avait été constatée un mois plus tard et la direction du SRE avait alors «immédiatement» ordonné l'arrêt et la destruction de tous les enregistrements. La commission spéciale des magistrats et la commission d'enquête parlementaire du SRE ont également été informés. L'opposition parlementaire voudrait que le parquet soit saisi de l'affaire.

## MISSION EN TURQUIE

## Pression économique

Le ministre de l'Economie, Etienne Schneider, assure, dans les colonnes du *Tageblatt*, avoir fait passer le message sur le respect des droits de l'Homme lors de sa mission économique controversée en Turquie du 19 au 21 mars. Il a conseillé aux responsables turcs de mettre un terme aux insultes dont les gouvernements néerlandais et allemand ont été les victimes ces derniers jours. «L'économie turque dépend à 50% de celle de l'Union européenne. Si Ankara ne comprend cela, il le paiera cher», explique ainsi le ministre.

Schneider estime d'ailleurs qu'une annulation de la mission n'aurait mené qu'à une dégradation des relations entre les deux pays.

## MOBILITE

## Accord franco-luxembourgeois

Le gouvernement luxembourgeois est disposé à collaborer avec les autorités françaises sur plusieurs projets afin d'augmenter l'attractivité des transports en commun pour les frontaliers. La mise en place de nouvelles lignes de bus transfrontalières et de P&R cofinancés par le Grand-Duché et la France sont ainsi évoqués. S'y ajoutent une augmentation de la capacité de la ligne ferroviaire entre Thionville et la frontière luxembourgeoise, une étude sur le prolongement du contournement d'Audun-le-Tiche jusqu'à la RN52, un mode de transport à haut niveau de service entre Belval et Micheville ainsi qu'une liaison de mobilité douce entre l'Ecocité et Belval.